

34/214. Application de la section VII de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant également sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, par laquelle elle a notamment créé le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, chargé de préparer des propositions d'action détaillées aux fins d'engager le processus de restructuration du système des Nations Unies de manière à le rendre plus pleinement apte à traiter efficacement et dans une optique globale les problèmes de coopération économique internationale et de développement et à faire en sorte qu'il soit mieux en mesure de répondre aux dispositions de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi qu'à celles de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant également sa résolution 32/197 du 20 décembre 1977, par laquelle elle a notamment fait siennes les conclusions et recommandations du Comité spécial,

Rappelant en outre sa résolution 33/202 du 29 janvier 1979, dans laquelle elle a notamment demandé certaines actions et mesures dans le cadre de l'application des conclusions et recommandations du Comité spécial,

Réaffirmant que le processus de restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies est partie intégrante des efforts requis pour assurer la participation équitable, intégrale et efficace des pays en développement à la formulation et à l'application de toutes les décisions prises dans le cadre du système des Nations Unies en matière de développement et de coopération économique internationale,

Ayant examiné le rapport intérimaire du Secrétaire général pour 1979 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies²³⁰,

1. *Prie* le Conseil économique et social d'élaborer, comme il est prévu au paragraphe 56 de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, des procédures mutuellement acceptables pour améliorer les communications entre le Comité administratif de coordination et les organismes intergouvernementaux intéressés, y compris des procédures permettant aux membres de son propre Bureau et de celui du Comité du programme et de la coordination de participer de manière appropriée aux travaux du Comité administratif de coordination, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa trente-cinquième session;

2. *Réaffirme* qu'au niveau intersecrétariats la coordination interorganisations devrait viser à apporter une aide efficace aux travaux préparatoires aux décisions intergouvernementales, à l'application de ces décisions et aux activités mutuellement complémentaires ou communes relatives à la réalisation de programmes par lesquelles elles doivent se concrétiser;

3. *Prie à nouveau* le Comité administratif de coordination d'accorder dans ses travaux la plus haute priorité aux questions de fond qui présentent une importance cruciale pour le développement des pays en développement et pour la coopération économique internationale et de veiller, dans son fonctionnement et son système de rapports, à tenir toujours dûment compte des préoccupations, des directives et des programmes de travail de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social;

4. *Prie* le Comité administratif de coordination, lorsqu'il soumettra ses suggestions et études, de proposer diverses options et méthodes d'action afin de faciliter aux organes délibérants appropriés la prise des décisions;

5. *Décide* d'examiner, lors de sa trente-septième session, les progrès réalisés dans l'application de la section VII de l'annexe à la résolution 32/197 et prie le Secrétaire général de lui faire rapport à ce sujet, en tenant dûment compte de la présente résolution et des dispositions de la section II de la résolution 33/202 de l'Assemblée générale.

*109^e séance plénière
19 décembre 1979*

34/215. Application de la section VIII de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant également sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, par laquelle elle a notamment créé le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, chargé de préparer des propositions d'action détaillées aux fins d'engager le processus de restructuration du système des Nations Unies de manière à le rendre plus pleinement apte à traiter efficacement et dans une optique globale les problèmes de coopération économique internationale et de développement et à faire en sorte qu'il soit mieux en mesure de répondre aux dispositions de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi qu'à celles de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Réaffirmant ses résolutions 32/197 du 20 décembre 1977 et 33/202 du 29 janvier 1979, relatives à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, en particulier la section VIII de l'annexe à la résolution 32/197 et la section IV de la résolution 33/202 concernant le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant également les fonctions spécifiques confiées au Directeur général au développement et à la coopération économique internationale au paragraphe 64 de l'annexe à la résolution 32/197,

²³⁰ E/1979/81.

Prenant acte des premier²³¹ et deuxième²³² rapports intérimaires du Secrétaire général pour 1979 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies,

Notant en particulier le paragraphe 34 du deuxième rapport intérimaire,

1. *Se déclare profondément préoccupée* de la présentation tardive du deuxième rapport intérimaire;

2. *Prie* le Secrétaire général d'entreprendre immédiatement l'application des dispositions de la section IV de la résolution 32/202 de l'Assemblée générale, y compris des diverses questions qui y sont identifiées, et de présenter à l'Assemblée, lors de sa trente-cinquième session, un rapport sur la question, contenant notamment un programme;

3. *Recommande* de confier l'examen du rapport susmentionné aux Deuxième et Cinquième Commissions et prie le Secrétaire général de veiller à ce que le rapport soit mis à la disposition des délégations dès le début des travaux de l'Assemblée générale.

109^e séance plénière
19 décembre 1979

34/216. Réforme monétaire internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant également sa résolution 33/193 du 29 janvier 1979, relative aux préparatifs d'une stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, où elle a notamment souligné la nécessité de faire en sorte que le système monétaire international réponde mieux aux besoins et aux intérêts des pays en développement dans le contexte de nouvelles réformes du système à l'avantage de la communauté internationale,

Rappelant en outre la résolution 128 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 3 juin 1979²³³, relative à la réforme monétaire internationale,

Prenant note avec satisfaction du schéma de programme d'action concernant la réforme monétaire internationale adopté par le Groupe des Soixante-Dix-Sept lors de sa Réunion ministérielle tenue à Belgrade le 29 septembre 1979²³⁴,

Reconnaissant qu'il importe de procéder d'urgence à une réforme générale du système monétaire international

pour faire en sorte qu'il réponde mieux aux besoins et aux intérêts des pays en développement,

Reconnaissant également qu'une réforme générale du système monétaire international actuel exige la participation entière et effective des pays en développement,

1. *Invite* les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies à étudier de façon constructive le schéma de programme d'action concernant la réforme monétaire internationale et à prendre les décisions nécessaires pour mettre en œuvre les mesures qui y sont envisagées, de manière à garantir que les progrès réalisés en la matière contribuent à l'instauration du nouvel ordre économique international, ainsi qu'à faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-cinquième session, sur les progrès réalisés dans ce domaine;

2. *Accueille avec satisfaction* la création, par la résolution 128 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, d'un groupe intergouvernemental spécial d'experts de haut niveau chargé d'examiner les questions fondamentales ayant trait à l'évolution future du système monétaire international, et demande que le rapport que ce groupe établira, ainsi que les observations y afférentes du Conseil du commerce et du développement, soient communiqués à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session.

109^e séance plénière
19 décembre 1979

34/217. Mesures immédiates en faveur de pays les plus gravement touchés²³⁵

L'Assemblée générale,

Rappelant que, par sa résolution 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, elle a décidé de lancer un programme spécial pour fournir aux pays en développement les plus gravement touchés par la crise économique des secours d'urgence et une aide au développement, en agissant d'urgence et pendant la durée nécessaire, au moins jusqu'à la fin de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, pour aider ces pays à surmonter leurs difficultés et à réaliser un développement économique autonome,

Rappelant également que, dans sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale, elle a demandé aux pays donateurs et aux organisations internationales de prendre des mesures particulières en faveur des pays les plus gravement touchés pour les aider à faire face à leurs graves déficits de balance des paiements,

Notant avec préoccupation qu'en général le programme spécial n'a guère été appliqué,

Consciente de l'insuffisance de l'assistance multilatérale et bilatérale fournie à des conditions de faveur aux pays en développement identifiés comme étant les plus gravement touchés²³⁶, en dépit des efforts déployés par la communauté internationale,

Notant avec une profonde préoccupation la détérioration de la situation économique et financière de ceux des pays en développement qui, étant donné leur faible revenu par

²³¹ E/1979/81.

²³² A/34/736.

²³³ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, cinquième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.II.D.14), première partie, sect. A.

²³⁴ Voir A/C.2/34/13.

²³⁵ Voir également sect. I, note 11.

²³⁶ Au sens de la définition figurant dans la section X de la résolution 3202 (S-VI).